

ALORS QUE LE NOMBRE DES COMPLICATIONS LIÉES AU TABAGISME AUGMENTE

L'Algérie n'a pas les moyens de soigner ses malades

Les complications liées au tabagisme sont redoutables, elles exigent une prise en charge lourde, des soins intensifs et un accompagnement spécial des malades après le diagnostic. Selon les spécialistes, nos hôpitaux ne disposent pas de moyens nécessaires pour assurer un bon traitement à ces malades et augmenter leurs chances de guérison.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - La fumée du tabac affecte les organes et les systèmes du corps humain. Les conséquences sont innombrables. Fumer est à l'origine de plusieurs maladies cardiaques, d'accidents cérébrovasculaires et de maladies des vaisseaux sanguins. Il provoque également de nombreux cancers (cancer du poumon, de la bouche, du pharynx, du larynx, de l'œsophage, du pancréas, des reins, de la vessie et du col de l'utérus). Des découvertes récentes établissent un lien entre le tabagisme et le cancer du gros intestin et certaines formes de leucémie.

Le tabagisme est, en outre, responsable d'un nombre important de maladies respiratoires (broncho-pneumopathies chroniques obstructives, des bronchites chroniques et de l'emphysème). Fumer cause aussi une diminution des aptitudes physiques, il réduit la capacité du sang à transporter l'oxygène et augmente la fréquence cardiaque et le métabolisme de base, il entrave ainsi les avantages de l'activité physique, y compris l'endurance cardio-pulmonaire.

Diminution du poids du fœtus, effets gastro-intestinaux (ulcères gastro-duodénaux), effets stomatologistes (l'état dentaire des fumeurs est souvent mauvais), cholestérol,

troubles du sommeil, de l'érection et du rythme cardiaque... La liste est longue.

«Les maladies liées au tabagisme sont invalidantes et coûtent cher. Malheureusement, les hôpitaux algériens ne sont pas équipés pour traiter les patients admis généralement dans une situation critique et nous nous n'avons pas grand-chose à leur proposer», explique le docteur Ahmed Lehachi du CHU de Blida lors d'une journée d'étude sur le tabagisme, organisée hier lundi à l'hôtel El Djazaïr.

Ahmed Lehachi ajoute que si les médecins avaient les moyens d'intervenir au niveau basal, c'est-à-dire au début des symptômes de la maladie (bronchites chroniques, grippe...), ils pourraient éviter plusieurs complications et sauver des vies. «Ce serait très bien ! En Algérie, nous sommes encore loin des techniques modernes de soins. Nous ne pouvons pas encore parler de greffe, de transplantation du poumon ou du cœur», dit-il.

Les malades atterrissent dans les services hospitaliers avec une maladie avancée, les chances de guérison s'amenuisent. Au service oncologie, les cancéreux arrivent au stade 3 ou 4, l'indication opératoire n'est plus possible. «Nous leur proposons alors la chimiothérapie ou la radiothé-



Photo : D. R.

pie», indique Ahmed Lehachi, qui précise qu'une fois le cancer diagnostiqué, la situation se complique pour le malade. «Ils traînent souvent entre le généraliste et le privé ou d'un hôpital à un autre et la maladie avance. Ailleurs, c'est une question de quelques jours. Ici, le cancéreux doit attendre trois mois pour obtenir un rendez-vous à l'hôpital !»

La plupart des malades n'ont pas les moyens de se payer des soins chez les médecins privés, seuls les riches peuvent se permettre ce luxe. A titre d'exemple, dans un cabinet privé, l'opération est estimée à 200 000 DA, la chimiothérapie est à un million de dinars et une radiothérapie coûte 450 000 DA.

«Beaucoup de malades sont pauvres et n'ont pas les moyens de se faire explorer !», atteste le docteur Medjoubi, qui exerce à l'hôpital de Blida. Il rappelle qu'en Algérie, le tabagisme tue annuellement 15 000 personnes, provoque le cancer du poumon à 4 000 personnes et l'infarctus du myocarde à 7 000 autres. En 2010, 8 000 nouveaux cas de cancer du poumon ont été recensés.

«Nous ne pouvons pas assurer le rôle de l'Etat», lâche-t-il, estimant que l'Algérie est loin de disposer d'un programme de lutte antitabac. «Il y a un programme mais nous ne voyons rien venir !», souligne le docteur Medjoubi.

Les intervenants insistent sur l'urgence de mettre en place une politique nationale de prise en charge des malades. Une démarche qui devient nécessaire surtout que la consommation de tabac a doublé en vingt ans.

Cette rencontre, organisée par l'association El Fedjr, a également permis de soulever la problématique de la non-application de la législation algérienne qui, depuis 1985, interdit de fumer dans les lieux publics. «Pourquoi en France ou en Espagne cette loi est respectée et ce n'est pas le cas chez nous ? On ne la respecte pas partout !», s'est indigné le docteur Ahmed Lehachi.

I. B.

SOLIDARITÉ

Le Croissant-Rouge algérien parrainera des enfants palestiniens

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) lancera bientôt une opération de parrainage des enfants de Palestine.

Rym Nasri – Alger (Le Soir) - Initiée par le Croissant-Rouge algérien, une opération de parrainage des enfants de Palestine sera lancée incessamment. Elle permettra aux familles et citoyens algériens de prendre en charge un enfant palestinien, fils de chahid (martyr) ou de détenu, à travers une aide de 105 000 DA. C'est ce qu'a annoncé Hadj Hamou Benzeguir, président du CRA, hier lors d'une rencontre consacrée à l'impact des guerres sur les enfants, au forum d'El Moudjahid. «Notre projet a été approuvé par le président de la République. Le CRA se chargera de recueillir la contribution des familles ou des personnes intéressées par ces enfants. Les 105 000 DA, dont 5 000 seront consacrés aux frais de transfert, seront versés dans un compte bancaire avant d'être transférés vers les destinataires», a-t-il expliqué.

Le CRA projette également une action de solidarité avec les enfants sahraouis. «A l'occasion de la Journée internationale de l'enfant, célébrée le 1^{er} juin, 25 000 trousseaux scolaires complets seront acheminés par un convoi du CRA aux enfants des camps des réfugiés sahraouis. Cela permettra une meilleure rentrée scolaire 2011/2012», a précisé le président du CRA.

Prenant part à la rencontre, le représentant de l'ambassade de Palestine en Algérie a affirmé que l'entité sioniste s'attaque aux enfants dans les Territoires occupés. Il citera dans plusieurs carnages perpétrés par Israël en Palestine, notamment à Ghaza, et en Egypte.

«A Ghaza, même une école affiliée aux Nations unies n'a pas été épargnée par les bombardements de l'aviation israélienne faisant 40 enfants martyrs», a-t-il dit, avant de poursuivre : «Selon l'ONU, 50% des enfants et des femmes enceintes sont atteints d'anémie suite au blocus imposé par Israël.» Interpellant l'opi-

nion publique sur la protection des enfants sahraouis, le chargé de la culture et de la communication à l'ambassade du Sahara occidental, Mohamed Lamine Dabara, dira, pour sa part, que des enfants de son pays sont partagés en deux groupes, ceux soumis à la colonisation marocaine et ceux vivant dans les camps de

refugiés. «Les premiers sont victimes de ségrégation, d'exclusion de l'école, de marginalisation et assistent au quotidien à la torture de leurs proches tandis que les seconds souffrent de l'isolement et du manque de moyens», a-t-il souligné.

R. N.

AÏN SOLTANE (AÏN DEFLA)

Les habitants d'Oued Chaïba bloquent la RN 18

Hier, dès 7h du matin, des centaines d'habitants de la localité de Oued Chaïba, dans la commune de Aïn Soltane, daïra de Aïn Lechiakh, ont bloqué la circulation au niveau de la RN 18, reliant la wilaya d'Aïn Defla à la wilaya de Médéa, à mi-chemin entre Khemis Miliana et Djendel, provoquant un bouchon inextricable dans les deux sens.

Sur place, nous avons trouvé une foule compacte qui occupait la chaussée. «Nous exigeons la venue du wali, qu'il nous écoute et constate de visu les difficultés auxquelles nous faisons face», nous ont-ils déclaré. Des éléments de la Gendarmerie nationale postés à distance veillaient à titre préventif pour parer à tout dérapage.

Leurs revendications sont nombreuses. «Nous sommes marginalisés, ignorés par les autorités

locales.» Ils évoquent le cas de «la salle de soins fermée depuis longtemps et ne disposant même pas d'un sachet de coton». Ils déclarent que l'antenne administrative se contente de rédiger des documents de l'état-civil. «Nous devons aller au chef-lieu de la commune, distant de 5 km, pour y apposer les cachets officiels». Ils se disent aussi lésés par l'absence de réseau de distribution de gaz naturel «alors que la conduite principa-

le qui alimente Djendel passe à 20 m de la chaussée, nous livrant ainsi à la merci des revendeurs de gaz butane aux prix que l'on connaît.» Ils se plaignent de l'état des pistes de la localité qui, de plus, notent-ils, est traversée par l'Oued Chaïba, devenu un égout à ciel ouvert.

On nous montre le revêtement de gravier de l'arrêt de bus. Des jeunes nous assurent que ce sont eux qui l'ont posé. Un jeune qui a bénéficié d'un local commercial indique : «Cela fait 6 mois que j'occupe ce local et cela fait 6 mois que je demande un branchement à l'eau potable, en vain... Chaque fois que je vais voir un élu, c'est la même réponse. Revenez la semaine prochaine !»

Quelque 500 habitants vivent

dans cette localité. «Pas de terrain de jeux pour nos enfants, pas de maison de jeunes, pas de travail, pas de logements», disent-ils. Ajoutant : «Tantôt, on nous dit que nous sommes intégrés au périmètre urbain, tantôt au monde rural, dans les deux cas, ni logement social ni aide à l'habitat rural.»

Des sièges d'APC qui sont fermés ici et là, des routes bloquées, pratiquement les mêmes revendications partout et en face des promesses pour la prise en charge de ces revendications, mais à chaque fois la crédibilité des responsables en prend un coup quand souvent ils sont dépassés par l'ampleur des retards de développement.

Karim O.